



SYNDICAT des CADRES de la SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Bureau National - 55, rue de Lyon - 75012 PARIS

☎ 01 44 67 83 30 - ☎ 01 44 67 84 20 - ✉ secretariat@scsi-pn.fr - 🌐 www.scsi-pn.fr

Ajaccio, le 24 février 2014.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

"NON à l'OPA hostile sur la Police Judiciaire en Corse"

Alors qu'un officier général de la Gendarmerie était missionné pour détailler aux militaires leur stratégie de conquête de la Police Judiciaire en Corse, le Syndicat des Cadres de la Sécurité Intérieure est allé ce 24 février 2014 à la rencontre des personnels de la Police Nationale, qui lui ont unanimement manifesté leur opposition au projet de réforme des services de police judiciaire PN-GN, présenté mercredi dernier par le ministère de l'Intérieur.

Quels que soient leurs grades, missions, fonctions, statuts (actifs, scientifiques, administratifs), tous ont confirmé que la recherche d'une efficacité accrue de la police judiciaire passait bien par un rapprochement des services de police et de gendarmerie, mais certainement pas selon le schéma conçu en secret par le ministère de l'Intérieur et présenté en catastrophe aux personnels, abasourdis par l'incohérence du projet.

Reçu par le Préfet de Corse-du-Sud à Ajaccio, le secrétaire général du SCSI -Jean-Marc BAILLEUL- a porté leurs voix devant les autorités et fait valoir la nécessité de respecter la proportion des apports respectifs de la police et de la gendarmerie nationales en compétences, moyens, effectifs et activité déployée, pour alimenter une structure opérationnelle rassemblant utilement les deux forces.

Le seul axe qui doit guider le rapprochement de services trop souvent concurrents et redondants est celui de l'efficacité sur le terrain, privilégiant une fusion des structures d'enquête et autant que possible de soutien, à l'opposé de l'approche du ministère qui a visiblement surtout cédé aux exigences hégémoniques posées par la haute hiérarchie de la Gendarmerie pour monnayer son adhésion au projet.

Le schéma présenté, en forme "d'usine à gaz", est donc massivement rejeté par les personnels de la police nationale qui sont prêts à imposer un dialogue social et professionnel jusqu'ici négligé en avançant des propositions alternatives réalistes et constructives.

Le Syndicat des Cadres de la Sécurité Intérieure les soutiendra dans cette démarche inter-syndicale initiée en Corse et appelle toutes les organisations concernées à faire bloc au plan national pour ramener ce projet vers l'objectif d'une meilleure efficacité et dans le respect des personnels.

Le bureau national